



COMMUNE DE BELMONT-SUR-LAUSANNE
Municipalité

Belmont, le 13 juin 2016

Préavis No 06/2016
au Conseil communal

**Attribution de compétences à la Municipalité
pour la législature 2016-2021
Règlement spécial / Annexe au règlement du Conseil communal**

TABLE DES MATIERES

1. Préambule.....	3
2. Autorisation d'acquérir et d'aliéner des immeubles, conformément aux dispositions de l'art. 4, ch. 6, de la Loi sur les communes et de l'art. 16, ch. 5, du Règlement du Conseil communal	3
2.1. Acquisitions.....	3
2.2. Aliénations	3
2.3. Récapitulation des achats et des ventes durant la dernière législature (2011-2016).....	4
3. Autorisation générale de plaider, conformément aux dispositions de l'art. 4, ch. 8 de la Loi sur les communes et de l'art. 16, ch. 8 du Règlement du Conseil communal.....	6
4. Engagement de dépenses de fonctionnement imprévisibles et exceptionnelles selon l'art. 92 du Règlement du Conseil communal et l'art. 11 du Règlement sur la comptabilité des communes du 14 décembre 1979 (état au 01.07.2006)	6
5. Contrats de crédit-bail ou leasing	6
6. Autorisation générale d'acquérir des participations dans des sociétés commerciales et d'adhérer à de telles entités conformément aux dispositions de l'art. 4, ch. 6 bis de la Loi sur les communes et de l'art. 16, ch. 6 du Règlement du Conseil communal	6
7. Autorisation générale d'accepter des legs, donations et successions conformément aux dispositions de l'art. 4, ch. 11 de la Loi sur les communes et de l'art. 16, ch. 11 du Règlement du Conseil communal	7
CONCLUSIONS.....	8
Annexes : extraits loi et règlements	10

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

1. Préambule

Lors de chaque renouvellement des Autorités, le Conseil communal est appelé à se prononcer sur les pouvoirs et compétences à attribuer à l'Exécutif pour la durée de la législature.

Nous référant aux dispositions de l'art. 4 de la Loi sur les communes (LC) du 28 février 1956 (état au 1^{er} janvier 2013) et du Règlement du Conseil communal de 2015 (art. 16 et 92), nous nous permettons donc de vous soumettre les propositions suivantes concernant les attributions à accorder à la Municipalité pour la législature 2016-2021, attributions faisant l'objet d'un règlement spécial prévu dans les dispositions du Règlement du Conseil communal.

2. Autorisation d'acquérir et d'aliéner des immeubles, conformément aux dispositions de l'art. 4, ch. 6, de la Loi sur les communes et de l'art. 16, ch. 5, du Règlement du Conseil communal

L'acquisition et l'aliénation d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières figurent au nombre des attributions du Conseil communal, énumérées à l'art. 4 de la Loi sur les communes. Le Conseil communal peut accorder à la Municipalité une autorisation générale de statuer sur les acquisitions et les aliénations précitées en fixant une limite.

La modification de la Loi sur les communes ne fixant plus de limite, il appartient au Conseil communal de la fixer.

2.1. Acquisitions

En matière d'acquisitions, depuis la législature 1990-1993, le Conseil communal a accordé une autorisation de Fr. 350'000.- par cas. Depuis la législature 2006-2011, le plafond a été augmenté à Fr. 500'000.- par cas.

La Municipalité tient autant que possible à suivre la procédure habituelle, c'est-à-dire à présenter un préavis au Conseil communal chaque fois que l'acquisition d'un bien-fonds n'aura pas un caractère d'urgence. Toutefois, elle entend pouvoir acquérir discrètement et rapidement un bien immobilier répondant aux besoins de la Commune. Pour la législature 2016-2021, nous proposons de maintenir le plafond à **Fr. 500'000.-** par cas.

2.2. Aliénations

S'agissant des aliénations, la Municipalité vous propose de conserver le montant de **Fr. 100'000.-** par cas, charges éventuelles comprises, tel qu'accordé lors des précédentes législatures.

Par ailleurs, tous les projets d'acquisitions et d'aliénations de biens immobiliers, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières couverts par l'autorisation générale, supérieurs à Fr. 30'000.-, seront subordonnés à un préavis favorable de la Commission des finances.

Au surplus, et conformément à l'art. 142 de la LC, les décisions communales portant aliénation d'immeubles ou de droits réels immobiliers doivent être communiquées au préfet. Il en est de même des décisions portant aliénation d'actions ou parts de sociétés immobilières.

Notons encore que les Municipalités des principales communes vaudoises sont au bénéfice de semblables autorisations qui se justifient par la nécessité d'acquérir des biens-fonds rapidement en évitant toutes discussions publiques et l'inévitable surenchère de la concurrence.

Les acquisitions opérées en vertu des dispositions qui précèdent seront inscrites dans un compte « acquisitions d'immeubles ». Chaque année, le rapport de gestion de la Municipalité mentionnera les achats et les aliénations auxquels il aura été procédé.

2.3. Récapitulation des achats et des ventes durant la dernière législature (2011-2016)

(Informations reprises des rapports de gestion pour les années ci-dessous)

Années			Préavis N°
2011 (depuis le 1 ^{er} juillet)	Achat	<ul style="list-style-type: none"> rectification des limites du domaine public 98 par l'échange de 1 m² net à la route du Signal à la parcelle 464 pour Fr. 250.00; rectification des limites du domaine public 98 par l'échange de 10 m² net à la route du Signal à la parcelle 466 pour Fr. 2'500.00. 	04/2010
	Vente	<ul style="list-style-type: none"> rectification des limites du domaine public 98 par la vente de 79 m² à la route du Signal à la parcelle 467 pour Fr. 19'750.00; rectification des limites du domaine public 98 par la vente de 32 m² à la route du Signal à la parcelle 545 pour Fr. 8'000.00; rectification des limites du domaine public 98 par la vente de 14 m² à la route du Signal à la parcelle 461 pour Fr. 3'500.00; rectification des limites du domaine public 98 par la vente de 21 m² à la route du Signal à la parcelle 463 pour Fr. 8'000.00; rectification des limites du domaine public 98 par la vente de 119 m² à la route du Signal à la parcelle 544 pour Fr. 29'750.00; rectification des limites du domaine public 98 par l'échange de 45 m² net à la route du Signal à la parcelle 466 pour Fr. 11'250.00; rectification des limites du domaine public 98 par l'échange de 3 m² net à la route du Signal à la parcelle 464 pour Fr. 750.00. 	04/2010
	Echange	<ul style="list-style-type: none"> rectification des limites du domaine public 98 par l'échange de 14 m² à la route du Signal à la parcelle 449; rectification des limites du domaine public 98 par l'échange de 2 m² à la route du Signal à la parcelle 460; rectification des limites du domaine public 98 par l'échange de 2 m² net à la route du Signal à la parcelle 464. 	04/2010
2012	Achat	aucun	---
	Vente	aucune	---

	Echange	<ul style="list-style-type: none"> parcelle 121 (parking du Blessoney) transferts gratuits de la Confédération au canton et du canton à la Commune de Belmont-sur-Lausanne; transfert de 16 m² de la parcelle 1532 à la parcelle 295 au chemin du Courtillet. 	
2013	Achat	aucun	---
	Vente	aucune	---
	Echange	<ul style="list-style-type: none"> parcelle 217 transfert de bien-fonds à la Commune de Belmont-sur-Lausanne; transfert de 57 m² de la parcelle 57 à la parcelle 58 	
	Servitude	<ul style="list-style-type: none"> parcelles 578 et 580 : rte de la Louche / ch. des Gottes – servitude de passage public à pied ; parcelle 35 : ch. de Rueyres 2/4 – servitude conduite eau potable ; parcelles 190, 846, 847, 848 et 1260 – servitude de passage parcelle 1517 – servitude de passage 	• 05/2012
2014	Achat	aucun	---
	Vente	vente de 200 m ² de la parcelle communale 552 (zone intermédiaire) pour la somme de Fr. 6'240.-.	
	Echange	aucun transfert	---
	Servitude	<ul style="list-style-type: none"> parcelles 186 : route d'Arnier – servitude de passage ; parcelle 175 : Route du Burenoz - servitude canalisation électrique. 	
2015	Achat	aucun	---
	Vente	aucune	---
	Echange	aucun	---
	Servitude	parcelles 593, 594 et 671, chemin de Villars – servitude de passage public à pied et d'usage public d'une place à containers et armoires électriques	
2016 (jusqu' au 30 juin)	Achat	aucun	
	Vente	aucune	
	Echanges	Parcelles 258 et 260, Coin d'En Haut 3-5 - rectification de limite, échange et réunion de biens-fonds	
	Servitudes	Parcelles 254 et 258, Coin d'En Haut 1-3 – servitude foncière	

3. Autorisation générale de plaider, conformément aux dispositions de l'art. 4, ch. 8 de la Loi sur les communes et de l'art. 16, ch. 8 du Règlement du Conseil communal

Conformément à l'article 4, chiffre 8, de la Loi sur les communes du 28 février 1956 (état au 01.01.2013), la Municipalité peut être autorisée à ester en justice par autorisation spéciale du Conseil communal, accordée de cas en cas, ou par une autorisation générale valable pour la législature, et ce devant toutes instances.

Comme pour les six dernières législatures, la Municipalité propose donc que le Conseil communal lui accorde, pour la durée de la législature 2016-2021, le pouvoir de poursuivre toute action en justice dans le but de sauvegarder au mieux les intérêts de la Commune. Le fait de devoir demander, dans chaque cas, l'autorisation de plaider oblige la Municipalité à dévoiler, en séance publique, la plupart de ses moyens pour justifier sa demande d'autorisation de plaider.

4. Engagement de dépenses de fonctionnement imprévisibles et exceptionnelles selon l'art. 92 du Règlement du Conseil communal et l'art. 11 du Règlement sur la comptabilité des communes du 14 décembre 1979 (état au 01.07.2006)

L'engagement de dépenses de fonctionnement imprévisibles et exceptionnelles est limité à un montant annuel cumulé de Fr. 100'000.-, renouvelable avec l'accord de la Commission des finances qui en rendra compte au Conseil communal. Les dépenses imprévisibles et exceptionnelles, de plus de Fr. 100'000.- par cas, feront l'objet d'un préavis soumis au Conseil communal. D'autre part, la Municipalité orientera la Commission des finances sur toute dépense imprévisible et exceptionnelle susceptible de déséquilibrer manifestement un poste du budget.

Par ailleurs, toute dépense supérieure à Fr. 30'000.-, sera subordonnée à un préavis favorable de la Commission des finances.

Cette disposition, introduite depuis 1990, n'a pas posé de problème d'application et peut être maintenue telle quelle.

5. Contrats de crédit-bail ou leasing

Cette disposition, introduite lors de la législature 1990-1993 et reconduite lors des cinq législatures suivantes, soumet la souscription de contrat de crédit-bail ou leasing à une procédure semblable à celle des autres dépenses et accorde à la Municipalité le droit de souscrire des contrats de crédit-bail ou leasing jusqu'à concurrence d'un coût de l'objet de Fr. 50'000.-. Bien qu'il n'ait jamais été nécessaire de la faire valoir, cette disposition doit être maintenue telle quelle.

6. Autorisation générale d'acquérir des participations dans des sociétés commerciales et d'adhérer à de telles entités conformément aux dispositions de l'art. 4, ch. 6 bis de la Loi sur les communes et de l'art. 16, ch. 6 du Règlement du Conseil communal

Préambule : lors de la mise à jour de la LC au 1^{er} janvier 2013, l'art. 4, ch. 6 bis, la précision « adhésion à de telles entités » a été rajoutée. La demande d'autorisation qui suit en tient compte.

L'art. 4, ch. 6 bis de la LC dit que le Conseil communal délibère sur :

- *« la constitution de sociétés commerciales, d'associations et de fondations, ainsi que l'acquisition de participations dans les sociétés commerciales et l'adhésion à de telles entités. Pour de telles acquisitions ou adhésions, le conseil peut accorder à la municipalité une autorisation générale, le chiffre 6 s'appliquant par analogie. Une telle autorisation générale est exclue pour les sociétés et autres entités citées à l'article 3a » ;*

de la LC à savoir que :

- *« sauf disposition légale contraire, les communes peuvent confier l'exécution de leurs obligations de droit public à un tiers ou à une personne morale de droit privé (les sociétés commerciales, ou les associations au sens des articles 60 et suivants du Code civil, ou les fondations chargées d'exécuter des obligations de droit public) ou de droit public moyennant l'autorisation du Conseil communal et du Conseil d'Etat ».*

Sur la base des articles susmentionnés, la Municipalité sollicite l'autorisation générale d'acquérir des participations dans des sociétés commerciales et d'adhérer à de telles entités.

Cette autorisation est demandée en raison du fait qu'il arrive à la Municipalité d'être sollicitée pour l'acquisition de participations dans des sociétés commerciales assurant notamment des prestations d'intérêt collectif ou de nature à répondre à des préoccupations ayant trait à la gestion communale proprement dite. Une telle autorisation permet l'économie d'une procédure longue et en définitive coûteuse consistant à saisir le Conseil communal d'une autorisation spéciale, cela pour un montant peu élevé et pour un risque de minime importance.

C'est pourquoi la Municipalité sollicite cette autorisation générale pour la législature 2016-2021 limitée à un montant total de Fr. 5'000.- et à Fr. 1'000.- par cas (mêmes montants que pour la législature précédente).

L'acquisition de telles participations ainsi que l'adhésion seront inscrites dans un compte « Acquisition de participations dans des sociétés commerciales » dont le plafond, comme indiqué ci-dessus, sera de Fr. 5'000.-. Chaque année, le rapport de gestion de la Municipalité mentionnera en outre l'utilisation qui aura été faite de cette autorisation.

Il est précisé ici que la Municipalité n'a pas fait usage de cette autorisation pour la législature 2011-2016.

7. Autorisation générale d'accepter des legs, donations et successions conformément aux dispositions de l'art. 4, ch. 11 de la Loi sur les communes et de l'art. 16, ch. 11 du Règlement du Conseil communal

L'art. 4, ch. 11 de la LC dit que le Conseil communal délibère sur :

- *« l'acceptation de legs et de donations (sauf s'ils ne sont affectés d'aucune condition ou charge), ainsi que l'acceptation de successions, lesquelles doivent au préalable avoir été soumises au bénéfice d'inventaire. Pour de telles acceptations, le conseil peut accorder à la municipalité une autorisation générale, le chiffre 6 de l'art. 4 LC s'appliquant par analogie »;*

Lors de la mise à jour de la LC au 1er janvier 2013, il a été précisé, à l'art. 4, ch. 11, que l'autorisation générale citée en titre pouvait être accordée par le Conseil communal. Toutefois, la Municipalité renonce à la demander et préfère laisser le soin au Conseil communal de se prononcer, le cas échéant, sur la base d'un préavis.

CONCLUSIONS

Vu ce qui précède, nous vous prions, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir voter les conclusions suivantes :

Le Conseil communal de Belmont-sur-Lausanne

- vu le préavis municipal N°06/2016 du 13 juin 2016 "**Attribution de compétences à la Municipalité pour la législature 2016-2021 - Règlement spécial / Annexe au règlement du Conseil communal**",
- ouï le rapport de la Commission des finances
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

d é c i d e

- **Autorisation d'acquérir et d'aliéner des immeubles, conformément aux dispositions de l'art. 4, ch. 6, de la Loi sur les communes et de l'art. 16, ch. 5, du Règlement du Conseil communal, soit :**

1. d'accorder à la Municipalité, en application de l'article 4 de la Loi sur les communes et des articles 16 et 92 du Règlement du Conseil communal, une autorisation générale valable en cas d'urgence ou de circonstances particulières et ce jusqu'à la fin de la législature 2016-2021, afin :
 - 1.1. de procéder à des **acquisitions** de biens immobiliers, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières jusqu'à concurrence de **Fr. 500'000.-** par cas, charges éventuelles comprises;
 - 1.2. de procéder à des **aliénations** de biens immobiliers, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières jusqu'à concurrence de **Fr. 100'000.-** par cas, charges éventuelles comprises.

Lors d'un échange de biens immobiliers ou de droits réels immobiliers, chacun des deux termes de l'échange sera soumis séparément aux limitations imposées par les chiffres 1.1 et 1.2.

Par ailleurs, tous les projets d'acquisitions et d'aliénations de biens immobiliers, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières couverts par l'autorisation générale, supérieurs à **Fr. 30'000.-**, seront subordonnés à un préavis favorable de la Commission des finances.

Au surplus, et conformément à l'art. 142 de la LC, les décisions communales portant aliénation d'immeubles ou de droits réels immobiliers doivent être communiquées au préfet. Il en est de même des décisions portant aliénation d'actions ou parts de sociétés immobilières.

- **Autorisation générale de plaider, conformément aux dispositions de l'art. 4, ch. 8 de la Loi sur les communes et de l'art. 16, ch. 8 du Règlement du Conseil communal**

2. d'accorder à la Municipalité, pour la durée de la législature 2016-2021, l'autorisation générale de plaider comportant le droit d'agir tant comme défenderesse que comme demanderesse devant toutes instances judiciaires et de pouvoir se désister, transiger, compromettre ou passer expédient.

- **Engagement de dépenses de fonctionnement imprévisibles et exceptionnelles selon l'art. 92 du Règlement du Conseil communal et l'art. 11 du Règlement sur la comptabilité des communes**

3. d'accorder à la Municipalité, le droit d'engager des dépenses de fonctionnement imprévisibles et exceptionnelles pour un montant annuel cumulé de **Fr. 100'000.-** renouvelable avec l'accord de la Commission des finances qui en rendra compte au Conseil communal.

Les dépenses imprévisibles et exceptionnelles de plus de **Fr. 100'000.-** par cas feront l'objet d'un préavis au Conseil communal et toute dépense supérieure à **Fr. 30'000.-**, sera subordonnée à un préavis favorable de la Commission des finances. D'autre part, la Municipalité orientera la Commission des finances sur toute dépense imprévisible et exceptionnelle susceptible de déséquilibrer manifestement un poste du budget.

- **Contrats de crédit-bail ou leasing**

4. d'accorder à la Municipalité, le droit de souscrire des contrats de crédit-bail ou leasing jusqu'à concurrence d'un coût de l'objet de **Fr. 50'000.-**.

- **Autorisation générale d'acquérir des participations dans des sociétés commerciales et d'adhérer à de telles entités conformément aux dispositions de l'art. 4, ch. 6 bis de la Loi sur les communes et de l'art. 16, ch. 6 du Règlement du Conseil communal**

5. d'accorder à la Municipalité, en application de l'article 4, ch. 6 bis de la Loi sur les communes et de l'art. 16, ch. 6 du Règlement du Conseil communal, une autorisation générale, valable pour la législature 2016-2021, de procéder à des acquisitions de participations dans des sociétés commerciales, et d'adhérer à de telles entités, limitée à un montant total de **Fr. 5'000.-** et à **Fr. 1'000.-** par cas, à l'exclusion de participations dans des sociétés et autres entités citées à l'art. 3 a de la Loi sur les communes du 28 février 1956, conformément aux dispositions de l'art. 4, ch. 6 bis, de la Loi précitée;

- 5.1. dans ce but, la Municipalité est autorisée, le cas échéant, à ouvrir un compte spécial intitulé « Acquisitions de participations dans des sociétés commerciales », compte dont le plafond est fixé à Fr. 5'000.- (cinq mille francs);

- **Dispositions finales**

6. d'inviter la Municipalité à rendre compte au Conseil communal, à l'occasion du rapport sur sa gestion, de l'emploi qu'elle a fait de toutes les compétences susmentionnées.
7. de prendre acte que, conformément à l'article 4, alinéa 2, de la Loi sur les communes, les délégations de compétences susmentionnées sont accordées pour la durée de la législature et jusqu'au 31 décembre de l'année du renouvellement intégral des autorités communales, à moins qu'elles ne figurent dans un règlement arrêté par le conseil.
8. de prendre acte que les délégations de compétences susmentionnées formeront le nouveau Règlement spécial annexé au Règlement du Conseil communal fixant les compétences accordées à la Municipalité en application de l'article 16, ch. 5, 6, 8, 11 et de l'art. 92, le Règlement spécial du 25 août 2011 étant annulé.

Administration générale - Finances
G. Muheim, Syndic

Approuvé par la Municipalité dans sa séance du 13 juillet 2016.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic
G. Muheim

La Secrétaire
I. Fogoz

Annexes : extraits loi et règlements

Loi sur les communes

Art. 4 Attributions

¹ Le conseil général ou communal délibère sur :

1. le contrôle de la gestion ;
2. le projet de budget et les comptes ;
3. les propositions de dépenses extra-budgétaires ;
4. le projet d'arrêté d'imposition ;
5. ...
6. l'acquisition et l'aliénation d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières. L'article 44, chiffre 1, est réservé. Le conseil peut accorder à la municipalité l'autorisation générale de statuer sur les aliénations et les acquisitions en fixant une limite ;
- 6 bis la constitution de sociétés commerciales, d'associations et de fondations, ainsi que l'acquisition de participations dans les sociétés commerciales et l'adhésion à de telles entités. Pour de telles acquisitions ou adhésions, le conseil peut accorder à la municipalité une autorisation générale, le chiffre 6 s'appliquant par analogie. Une telle autorisation générale est exclue pour les sociétés et autres entités citées à l'article 3a ;
7. l'autorisation d'emprunter et les cautionnements, le conseil pouvant laisser dans les attributions de la municipalité le choix du moment ainsi que la détermination des modalités de l'emprunt ;
8. l'autorisation de plaider (sous réserve d'autorisations générales qui peuvent être accordées à la municipalité) ;
9. le statut des collaborateurs communaux et la base de leur rémunération ;
10. les placements (achats, ventes, emplois) de valeurs mobilières qui ne sont pas de la compétence de la municipalité en vertu de l'article 44, ch. 2 ;
11. l'acceptation de legs et de donations (sauf s'ils ne sont affectés d'aucune condition ou charge), ainsi que l'acceptation de successions, lesquelles doivent au préalable avoir été soumises au bénéfice d'inventaire. Pour de telles acceptations, le conseil peut accorder à la municipalité une autorisation générale, le chiffre 6 s'appliquant par analogie ;
12. les reconstructions d'immeubles et les constructions nouvelles, ainsi que la démolition de bâtiments ;
13. l'adoption des règlements, sous réserve de ceux que le conseil a laissés dans la compétence de la municipalité.

² Les délégations de compétences prévues aux chiffres 6, 6bis et 8 sont accordées pour la durée de la législature et jusqu'au 31 décembre de l'année du renouvellement intégral des autorités communales, à moins qu'elles ne figurent dans un règlement arrêté par le conseil. Ces décisions sont sujettes à référendum. La municipalité doit rendre compte, à l'occasion du rapport sur sa gestion, de l'emploi qu'elle a fait de ses compétences.

Art. 44 Attributions de la Municipalité

¹ L'administration des biens de la commune comprend :

1. l'administration du domaine privé ; la municipalité a toutefois la compétence de statuer sur l'acquisition de servitudes ne comportant aucune charge pour la commune ; la perception de tout revenu, contribution et taxe ;
2. le placement des capitaux (achats, ventes, emplois) ; la municipalité peut, sans autorisation spéciale du conseil, faire des placements :
 - a. à la Caisse d'épargne cantonale vaudoise ;
 - b. en obligations de la Banque cantonale vaudoise ;
 - c. sous forme de dépôts auprès de la Banque cantonale vaudoise ;
 - d. en obligations de l'Etat de Vaud ou en obligations garanties par celui-ci ;
 - e. en obligations et bons de caisse de la Caisse fédérale et des CFF ;
 - f. en obligations des cantons suisses ;
 - g. en obligations des communes vaudoises ;
 - h. en toutes autres valeurs reconnues pupillaires par le Conseil d'Etat A ;
 - i. en actions de la Banque cantonale vaudoise ou de la Banque nationale suisse ;
 - j. en prêts hypothécaires en premier rang selon les normes pratiquées par la Banque cantonale vaudoise :
 - la municipalité peut réaliser des valeurs mobilières provenant de legs, donations ou successions, sauf les titres d'entreprises dans lesquelles la commune a un intérêt public ;
 - la municipalité doit déposer les disponibilités de la commune auprès de la Banque cantonale vaudoise, de la Banque nationale suisse ou encore de tout autre établissement agréé par le conseil général ou communal ;
3. les dépenses relatives à l'administration de la commune, à la gestion du domaine public et privé et à celle des biens affectés aux services publics, dans le cadre du budget et des autres autorisations données par le conseil.

Art. 142 Immeubles

Les décisions communales portant aliénation d'immeubles ou de droits réels immobiliers doivent être communiquées au préfet. Il en est de même des décisions portant aliénation d'actions ou parts de sociétés immobilières.



Règlement sur la Comptabilité des communes

Art. 11

La municipalité ne peut engager des dépenses imprévisibles et exceptionnelles que jusqu'à concurrence d'un montant et selon les modalités fixés par le conseil au début de la législature. Ces dépenses sont ensuite soumises à l'approbation du conseil général ou communal



Règlement du Conseil communal de 2015

Art. 16 Attributions

Le Conseil délibère sur :

1. le contrôle de la gestion;
2. le projet de budget et les comptes;
3. les propositions de dépenses extrabudgétaires;
4. le projet d'arrêté d'imposition;
5. l'acquisition et l'aliénation d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières. Le Conseil peut accorder à la Municipalité l'autorisation générale de statuer sur les aliénations et les acquisitions en fixant une limite;
6. la constitution de sociétés commerciales, d'associations et de fondations, ainsi que l'acquisition de participations dans les sociétés commerciales. Pour de telles acquisitions, le Conseil peut accorder à la Municipalité une autorisation générale, le chiffre 5 s'appliquant par analogie. Une telle autorisation générale est exclue pour les sociétés et autres entités citées à l'art. 3 a LC;
7. l'autorisation d'emprunter et les cautionnements, le Conseil pouvant laisser dans les attributions de la Municipalité le choix du moment ainsi que la détermination des modalités de l'emprunt ;
8. l'autorisation de plaider (sous réserve d'autorisations générales qui peuvent être accordées à la Municipalité);
9. le règlement pour le personnel de l'administration communale (RPAC) et la base de la rémunération dudit personnel;
10. les placements (achats, ventes, emplois) de valeurs mobilières qui ne sont pas de la compétence de la Municipalité en vertu de l'art. 44, ch. 2, de la loi sur les communes;
11. l'acceptation de legs et de donations (sauf s'ils ne sont affectés d'aucune condition ou charge), ainsi que l'acceptation de successions, lesquelles doivent au préalable avoir été soumises au bénéfice d'inventaire. Pour de telles acceptations, le Conseil peut accorder à la Municipalité une autorisation générale, le chiffre 5 s'appliquant par analogie;
12. les reconstructions d'immeubles et les constructions nouvelles, ainsi que la démolition de bâtiments;
13. l'adoption des règlements, sous réserve de ceux que le Conseil a laissés dans la compétence de la Municipalité;
14. la fixation des indemnités éventuelles des membres du Conseil, des membres des commissions, du président et du secrétaire du Conseil, du syndic et des membres de la Municipalité (art. 29 LC);
15. toutes les autres compétences que la loi lui confie.

Les délégations de compétence prévues aux chiffres 5, 6, 8 et 11 sont accordées pour la durée d'une législature et jusqu'au 31 décembre de l'année du renouvellement intégral des autorités communales, à moins qu'elles ne figurent dans un règlement arrêté par le Conseil.

Ces décisions sont sujettes au référendum. La Municipalité doit rendre compte, à l'occasion du rapport sur sa gestion, de l'emploi qu'elle a fait de ses compétences.

Art. 92

La Municipalité ne peut engager des dépenses imprévisibles et exceptionnelles que jusqu'à concurrence d'un montant et selon les modalités fixées par le Conseil au début de la législature.

Ces dépenses sont ensuite soumises à l'approbation du Conseil.